

Résonances

L'actu du Pôle ressources

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

< Appui-Accompagnement, avril-juin, ouest francilien >

POLITIQUE DE LA VILLE ET PLAN PAUVRETÉ : QUELLES ARTICULATIONS POSSIBLES DANS LES TERRITOIRES ?

Le Pôle ressources, en partenariat avec Ressources Urbaines et Profession Banlieue, a initié un atelier régional avec la Préfecture d'Île-de-France, afin d'améliorer les articulations entre les enjeux relatifs à la Politique de la ville et ceux relatifs à la politique de lutte contre la pauvreté. Dans un contexte marqué par le lancement du Pacte des solidarités et la nouvelle contractualisation de la Politique de la ville, il s'agit, avec une quarantaine d'acteur·rices (services de l'État et des collectivités, caisses d'allocations familiales, associations, conseils citoyens) œuvrant aux différentes échelles de l'action publique, d'identifier des passerelles concrètes, ainsi que les convergences pour faire vivre le plan pauvreté dans les quartiers prioritaires. De cet atelier, se réunissant à 4 reprises entre avril et juin, pourra être produit « une boîte à outils » à destination des territoires, pour une meilleure intégration réciproque de ces deux politiques publiques.

< Publication >

ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ

Le Pôle ressources a initié un cycle de réflexion et de qualification « transition écologique et quartiers populaires », à partir du second semestre 2020, pour d'une part, mettre en lumière les enjeux liés aux inégalités environnementales et d'autre part, valoriser des initiatives inspirantes sur les territoires des Hauts-de-Seine, du Val d'Oise et des Yvelines, et plus largement en Île-de-France. Cette publication rend compte de la troisième journée, consacrée à l'accès pour les habitant·es des quartiers populaires à une alimentation durable, plus saine et de qualité, alors même qu'ils·elles se retrouvent, plus qu'ailleurs, confronté·es à des problématiques d'obésité, de diabète ou d'hypertension.



www.lepolderessources.fr/acces-a-une-alimentation-durable-et-de-qualite/

< Vie de l'association - Assemblée générale, 25 mai, 9h30-13h, Eaubonne >

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU PÔLE RESSOURCES

Les administrateur·rices et l'équipe du Pôle ressources sont heureux·ses de vous convier à la tenue de l'Assemblée générale de l'association. Celle-ci reviendra sur l'année 2022, en mettant en exergue quelques éléments marquants, tels le développement de nouveaux partenariats – avec notamment la caisse d'allocations familiales du Val d'Oise, autour d'un travail d'animation de réseau des acteur·rices des conventions territoriales globales (CTG) ou encore une activité intensifiée de l'association.

Cette Assemblée générale permettra, par ailleurs, une réflexion de fond autour du projet associatif et de son développement au service des enjeux relatifs au développement social et territorial local.

www.lepolderessources.fr/actions/assemblee-generale-du-pole-ressources-4/

< Formation, 9 mai (session d'initiation) et 6 juin (session d'approfondissement), 9h30-17h30, Chanteloup-les-Vignes >

FORMATION ANIMATION PARTICIPATIVE DE GROUPES DE TRAVAIL

Le Pôle ressources reconduit la formation « Animation participative d'un groupe de travail » visant à renforcer sa posture d'animation, acquérir des méthodes d'animation pour favoriser le dynamisme, la participation et la créativité dans un groupe, notamment. La formation permet d'acquérir, au cours de deux journées, des savoir-être et savoir-faire, permettant de développer sa posture d'animation et sa confiance en soi ou de créer un cadre propice aux échanges et à la participation de chacun·e.

www.lepolderessources.fr/actions/formation-animation-participative-de-groupes-de-travail-2/

< Appui-Accompagnement, avril - juin, CACP >

UN APPUI À L'ÉLABORATION À LA NOUVELLE CONTRACTUALISATIONS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le Pôle ressources accompagne la démarche initiée par la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise - CACP - visant à concevoir la nouvelle contractualisation de la Politique de la ville. Tout en attendant les derniers éléments visant à établir les contrats « d'engagements quartiers 2030 », plusieurs rencontres partenariales s'organisent dans les 6 villes de l'agglomération concernées, afin de porter un regard sur les enjeux prioritaires de chaque quartier en matière d'émancipation, d'emploi, de cadre de vie et de transitions.

National / Régional

Éducation



LES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE AUX CÔTÉS DES CITÉS ÉDUCATIVES. RETOUR SUR 3 ANS D'ACCOMPAGNEMENT À 360%

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - ANCT - publie un document mettant en exergue le "rôle essentiel" joué par le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville dans la mise en oeuvre des cités éducatives au sein des territoires depuis 3 ans. Le document évoque l'accompagnement déployé par les CRPV en adéquation avec les besoins spécifiques de leurs territoires. Les acteur·rices ont ainsi pu bénéficier d'actions visant la montée en compétence, la mise en réseau, voire le soutien à la coordination. La publication donne également

à voir des exemples concrets d'appui au dispositif par le biais de témoignages de CRPV, et pointe un certain nombre d'écueils à éviter pour une poursuite optimale.

https://transferts.anct.gouv.fr/Ressources/ANCT_2303_Bilan_CRPV_CitesEduc.pdf

Écologie / Développement social

JOURNÉES D'ÉTUDE " ÉCOLOGIE POPULAIRE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL "

Dans le cadre du Carrefour des métiers du développement territorial, l'UNADEL et l'IRDSU proposent, les 20 et 21 avril, deux journées d'étude sur les thématiques de l'écologie et du développement social. Celles-ci visent à échanger autour des pratiques et politiques publiques favorisant la transition socioécologique, des liens entre transition écologique et développement social ou encore de l'engagement citoyen sur ces sujets. Au programme : débat et table-ronde

mobilisant des professionnel·les de champs divers (recherche, ESS, politiques publiques...), témoignage de la Maison de l'écologie populaire (lieu de sensibilisation à l'environnement et au développement durable), ou encore ateliers thématiques visant à s'interroger sur les alliances, les convergences et l'engagement citoyen en faveur de la transition socioécologique.

<https://framaforms.org/journees-etude-ecologie-populaire-et-developpement-social-20-et-21-avril-1678383735>

En bref

- Parentalité, ouverture socioculturelle et scolarité pour les enfants en difficulté, appel à projets, Région Île-de-France, jusqu'au 9 mai

www.iledefrance.fr/parentalite-ouverture-socio-culturelle-et-scolarite-pour-les-enfants-en-difficulte?mtm_campaign=NewsHebdo-23mars2023&mtm_kwd=Aide

- Territoire zéro non-recours, appel à projets, Gouvernement, jusqu'au 26 mai

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-04/Appel-a-projets-Territoires-zero-non-recours-mars-2023.pdf>

- Aide alimentaire : près d'un recourant francilien sur deux privé de logement personnel, Insee analyses Île-de-France, 21 mars

www.insee.fr/fr/statistiques/6959771?geo=ESS&CID_987b70176389641204e-4d664e9c182eb&utm_source=Newsletter%20RTES&utm_term=PLUS%20DINFORMATIONS%20INSCRIPTION

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Yvelines

LE DÉPARTEMENT CRÉE UN DISPOSITIF DÉDIÉ À SES QUARTIERS PRIORITAIRES

Dans le cadre de sa feuille de route politique de la ville 2023-2027 à destination de 31 quartiers prioritaires (QPV et QVA), le Département des Yvelines crée le dispositif "parenthèse urbaines" à destination de 13 quartiers en rénovation urbaine. Adoptée en février 2023, celle-ci donne la priorité à l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers, avec un programme de travail pour les cinq prochaines années, qui implique également des actions spécifiques en matière d'éducation, de santé, d'insertion socioprofessionnelle... Le dispositif se donne quant à lui pour objectif de déployer des actions d'urbanisme transitoire ou éphémère, permettant de lutter contre les activités informelles autour des projets de rénovation urbaine au long court, et de faire émerger des expérimentations culturelles, sportives ou écologiques, via des appels à projet.

Contact : Léa Zdravkovic, Cheffe de mission Politique de la Ville, lzdravkovic@yvelines.fr

Val d'Oise

UNE JOURNÉE DÉPARTEMENTALE DES ACTEUR·RICES JEUNESSE

Dans le cadre du schéma départemental de soutien aux familles (SDSF) du Val d'Oise, les partenaires cosignataires organisent une journée départementale autour du thème de la jeunesse, le 16 mai prochain. Une présentation de la recherche participative "Pop-Part - les quartiers populaires au prisme de la jeunesse", menée dans dix quartiers populaires franciliens, ainsi que des ateliers thématiques - construire son parcours ; s'engager ; prendre soin de sa santé ; se divertir - pour réfléchir collectivement à améliorer l'offre jeunesse sur le territoire, ou encore la présence d'un village des acteur·rices ponctueront cette journée.

<https://framaforms.org/inscription-16-mai-rencontre-departementale-des-acteurs-de-la-jeunesse-1680535621>



Nanterre

DES FORMATIONS EN LANGUE CERTIFIÉES POUR DES PUBLICS EN RÉINSERTION

Organisme de formation en langues, l'Institut Paris Grande Arche (IPGA) est le pôle de formation créé par la Régie de Quartiers de Nanterre. Bénéficiant du certificat QUALIOP1 depuis mars 2023, celle-ci, via son organisme de formation, propose des formations linguistiques aux publics en réinsertion socioprofessionnelle. L'offre (élaborée depuis six années) prépare à l'obtention de diplômes en langue française, reconnus au niveau national et européen. À présent, toute structure de l'insertion par l'activité économique (SIAE) peut bénéficier d'une prise en charge de fonds publics ou mutualisés, permettant de faciliter le parcours de ses salarié·es.

Contact : Nasséra Rezzag, Coordinatrice du pôle formation. formation@rdqnanterre.fr

Fiche expérience

Sarcelles

DES JEUNES S'ENGAGENT DANS UNE EXPÉRIMENTATION POUR DÉCONSTRUIRE LES MYTHES DU TRAFIC

Initiée par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), l'expérimentation Limit's se déploie depuis octobre 2020 sur 3 territoires en France. A Sarcelles, zoom sur l'engagement de jeunes dans ce projet, appuyés par l'association Projet 214.

Partant du constat que l'engagement de mineur-es au sein des trafics de stupéfiants survient de plus en plus jeune, la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives, (Mildeca) en charge d'organiser l'action du gouvernement en matière de lutte contre les drogues et les conduites addictives, a souhaité développer une expérimentation à l'échelle nationale, visant à lutter contre l'implication des jeunes dans le trafic de stupéfiants. *Mais l'enjeu ici*, comme le souligne Célia Bobet, Commissaire divisionnaire en charge de la mise en œuvre de ce projet partenarial, *consiste à travailler une prévention sous ses 3 aspects (primaire, secondaire et tertiaire) afin de prévenir le basculement des jeunes dans l'engrenage du trafic et d'accompagner celles et ceux qui souhaitent en sortir*. Trois territoires ont ainsi été identifiés, en partenariat avec les préfetures, afin de signer une convention de trois ans assurant un soutien financier sur cette période. Aux côtés de Lille et Loos (Hauts de France), la ville de Sarcelles (Val d'Oise) a été retenue comme terrain d'expérimentation, au vu des besoins mais aussi du déploiement des partenariats existants avec l'ensemble des acteur-rices, tant du côté régalién (police, justice), que de la jeunesse, de la prévention, de l'éducation et de l'insertion sur le territoire. Afin de proposer une démarche globale, constituée d'actions concrètes, la ville de Sarcelles a réalisé un état des lieux des ressources existantes sur le sujet, puis développé un plan d'actions, en partenariat avec la préfecture du Val d'Oise, l'académie de Versailles, le tribunal de Pontoise et le commissariat local. Cette approche vise ainsi une plus grande synergie, avec une réelle complémentarité entre les différentes modalités d'intervention.

Le cinéma, vecteur d'engagement des jeunes

Projet 214, l'un des acteurs associatifs sollicité par la collectivité pour mettre en œuvre son plan d'action, s'est réjoui

de cette proposition. Amadou Mariko, directeur de Projet 214, considère que son rôle, en tant qu'acteur associatif, consiste à contribuer au développement d'outils de sensibilisation sur des thématiques qui touchent les jeunes, en coopération avec les pouvoirs publics. En effet, l'association s'investit au sein des quartiers populaires en portant deux objectifs affirmés : favoriser et soutenir la création audiovisuelle d'une part, et améliorer les relations entre les habitant-es, d'autre part. L'organisation de débats, d'ateliers, de festivals de courts-métrages... autour de sujets relatifs à la citoyenneté, sont au cœur de son action. Aussi, Projet 214 a mobilisé une vingtaine de jeunes sur ce nouveau projet. Partant du constat que les messages institutionnels de prévention sur les sujets liés au trafic ne sont pas adaptés à leurs pair-es, les participant-es ont proposé de créer six capsules vidéo pour briser les idées reçues qui y sont attachées, telles que l'argent facile, la facilité d'entrée et de sortie du trafic, l'autonomie... *Connaissant la problématique et l'environnement du trafic, ils-elles ont pu porter un regard qui correspond à la cible*, explique Amadou Mariko, *en créant des capsules réalistes et modernes*. Les jeunes ont participé à toutes les étapes du projet (choix de l'outil à développer, écriture, scénarisation, identification des lieux de prise, tournage...) et cette expérience a notamment confirmé leur choix de s'engager dans les métiers du cinéma. De son côté, Amadou Mariko considère que rendre acteur-rices les jeunes dans ce type de projets contribue à favoriser leur engagement sur le long terme mais aussi que l'image peut être un outil pour lutter contre certains fléaux, porter des valeurs et défendre des causes.

Transformer l'essai en assurant la diffusion de l'outil pédagogique Limit's

Célia Bobet, quant à elle, rappelle que l'enjeu consiste à assurer le déploiement des capsules en tant qu'outil pédagogique, à créer des espaces permettant leur

visionnage et le débat avec d'autres jeunes. De leur côté, les membres du comité de pilotage de l'expérimentation ont particulièrement insisté sur l'accompagnement qui doit être fait de ce genre d'outils de prévention, pour une utilisation la plus large possible, au sein des collèges, lycées, maisons de quartier, et même au-delà du territoire de Sarcelles. Pour y parvenir, un kit pédagogique, sous l'égide de l'expérimentation Limit's, a été construit par les acteur-rices sarcellois-es, de façon partenariale, avec l'appui du Pôle ressources. Ce kit inclut les 6 capsules vidéo ainsi que des éléments ressources permettant la mise en place de débats auprès des publics à sensibiliser. Il s'agit ainsi d'un soutien pour permettre aux professionnel-les l'appropriation du sujet des capsules vidéo et la conception des séquences d'animation adaptées à leurs publics. Le centre social des chardonnerettes, à Sarcelles, a été le premier à tenter l'expérience. Le kit a ainsi été testé, dans sa phase d'élaboration, auprès de parents, puis présenté à différent-es acteur-rices jeunesse du Val d'Oise. Des enjeux forts sont encore attendus avant le terme de l'expérimentation, néanmoins, de premiers enseignements peuvent déjà être tirés. *Dans ce type de projet*, assure la Mildeca, *la plus grande force ne réside pas seulement dans les moyens financiers déployés, mais repose aussi sur le pilotage du projet et la capacité à agir collectivement dans la durée*. Actuellement, les membres de l'association réalisent la saison 2, et réfléchissent déjà à une saison 3, pour mettre en exergue d'autres aspects du risque de la participation au trafic (par exemple autour de l'insertion socioprofessionnelle après une condamnation).

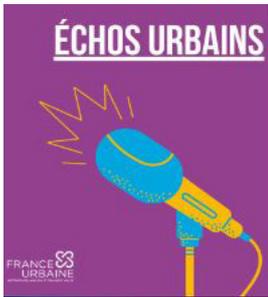
Contacts :

Célia Bobet, commissaire divisionnaire, Mildeca : celia.bobet@pm.gouv.fr

Amadou Mariko, directeur de Projet 214 : zbergproject214@gmail.com



< PODCAST >



BIEN VIEILLIR EN VILLE : COMMENT ADAPTER NOS TERRITOIRES AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ?

Dans son podcast "Échos urbains", France urbaine propose un épisode sur le thème : "Bien vieillir en ville : comment adapter nos territoires au vieillissement de la population ?". Ce dernier aborde le défi du vieillissement grandissant de la population française, soulignant l'accélération particulièrement importante du phénomène au sein du parc social. A travers les interventions de Florence Thibaudeau-Rainot, adjointe au maire du Havre et coprésidente de la commission « Solidarités, lutte contre les inégalités et la pauvreté » de France urbaine, et de Luc Broussy, auteur du rapport interministériel « Nous vieillirons ensemble », cet épisode met en lumière le rôle d'ensemblier que peuvent jouer les collectivités pour valoriser et anticiper ce vieillissement, par le biais de différentes politiques urbaines en matière de santé, de culture, d'aménagement de l'espace, de mobilité ou de logement, et sensibilisent sur le fait qu'il s'agit de l'affaire de toutes et de tous.

<https://podcast.ausha.co/echos-urbains/bien-vieillir-en-ville-comment-adapter-nos-territoires-au-vieillissement-de-la-population>

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

• « *La rénovation urbaine au chevet des inégalités de santé ?* », Entretien croisé de Kim Chiusano & Camille Lefebvre & Audrey Mariette & Laure Pitti, réalisé par Anaïs Collet et David Rottmann, Métropolitiques, 27 mars

<https://metropolitiques.eu/La-renovation-urbaine-au-chevet-des-inegalites-de-sante.html>

• « *Entre sobriété subie et sobriété choisie, les questions écologiques s'installent dans les quartiers populaires* », Robin Richardot, le Monde, 6 mars

www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/06/entre-sobriete-subie-et-sobriete-choisie-les-questions-ecologiques-s-installent-dans-les-quartiers-populaires_6164262_3224

• **Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politiques de la ville :** <https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville>



< À LIRE / À VOIR >



ÉLOGE DES LOGES. HISTOIRES VRAIES DE GARDIENNES ET GARDIENS D'IMMEUBLES PARISIENS

Jean-Michel Djian, Aude de Tocqueville, éd. Autrement, mars 2023, 144 p

Pour comprendre et apprécier le métier de gardien ou de gardienne, il faut dépasser la rumeur sourde des cages d'escaliers, jeter un œil panoramique sur les parties communes, lire les règlementations affichées dans les halls, observer tous les recoins de la loge et entamer une bonne conversation avec le maître des lieux. C'est le résultat de ce travail qui est ici narré sous la forme d'une vingtaine de portraits. Des récits de vie souvent étonnants et qui battent en brèche quelques idées reçues sur une profession méconnue, voire ignorée. Une bouffée d'humanité au cœur du logement social parisien.

www.autrement.com/eloge-des-loges/9782080295163

4^e de couv



IMMIGRATION : LE GRAND DÉNI

François Héran, éd. Coédition Seuil/La république, mars 2023, 192 p

Par un étrange paradoxe, ceux qui s'imaginent que la France ferait face à un « tsunami » migratoire, par la faute des politiques, de l'Union européenne ou des juges, sont également convaincus que la

migration est une anomalie dont la France pourrait se passer. On grossit l'immigration pour mieux la dénier. Pour dissiper ces illusions, il faut en revenir aux faits. Oui, la population immigrée a progressé en France depuis l'an 2000, mais moins que dans le reste de l'Europe. Non, notre pays n'a pas pris sa part dans l'accueil des réfugiés. La hausse vient d'abord de la migration estudiantine et économique, tandis que la migration familiale a reculé. En exposant les enjeux de la loi Darmanin de 2023, en rappelant combien la frontière est mince entre séjour régulier et séjour irrégulier, ce livre propose une approche résolument nouvelle de la question migratoire.

www.seuil.com/ouvrage/immigration-le-grand-deni-francois-heran/9782021531145Extraits

4^e de couv